

Art. 2. — Le programme de la classe de fin d'études des écoles primaires élémentaires est modifié conformément au tableau ci-dessous :

PROGRAMME DES SCIENCES APPLIQUEES

ECOLES URBAINES DE GARÇONS

I. — L'Homme dans son milieu.

Enseignement :

Travaux pratiques.

- | | |
|---|--|
| <p>A. — Le temps qu'il fait :</p> <p>a) La température : le thermomètre.</p> <p>b) La pression atmosphérique : le baromètre.</p> <p>c) L'eau dans l'atmosphère : nuages, pluie, orage = le pluviomètre.</p> <p>d) Le vent : la girouette.....</p> <p>e) Exposé très élémentaire sur l'utilisation des observations ci-dessus définies.</p> <p>B. et C. : ces paragraphes sans changement.</p> | <p>Lecture d'un thermomètre.</p> <p>Lecture d'un baromètre.</p> <p>Etude des graphiques permettant de noter les variations dans le temps de ces divers éléments (température, pression atmosphérique, hauteurs de pluie).</p> <p>Observation et étude de la direction du vent.</p> |
|---|--|

Art. 3. — Le directeur général de l'enseignement du premier degré est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juin 1952.

Pour le ministre et par autorisation :
Le directeur du cabinet,
MARCEL BOUISSET.

Habilitation d'établissements secondaires privés à recevoir des boursiers nationaux.

Rectificatif au *Journal officiel* du 31 mai 1952 :

Page 5513, 2^e colonne, dans le département de l'Isère, tableau I, ajouter : « Institution du Sacré-Cœur, à Voreppe (Isère) ».

Page 5517, 2^e colonne, dans le département de la Charente, tableau II, ajouter : « Institution Sainte-Marie-de-Chavagnes, à Angoulême ».

Liste d'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'académie pour l'année 1952.

Par arrêté du 18 juin 1952, sont inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'académie pour l'année 1952, les fonctionnaires dont les noms suivent :

1^o Fonctionnaires agrégés et docteurs.

M. Jung (Joseph), agrégé, chargé des fonctions d'inspecteur d'académie en Haute-Volta (réinscription).

M. Papy (René), censeur agrégé, chargé des fonctions d'inspecteur d'académie au Gabon (réinscription).

M. Auba (Jean), agrégé des lettres, adjoint au conseiller culturel à Londres.

M. Lando (Simon), agrégé de grammaire, chef de la mission universitaire en Haïti.

M. Milliex (Roger), agrégé des lettres, sous-directeur de l'institut français d'Athènes.

2^o Fonctionnaires non agrégés.

M. Remondet (Albert), chargé des fonctions d'inspecteur d'académie en Afrique occidentale française (réinscription).

Liste des candidats et des candidates déclarés admis au certificat d'aptitude à l'inspection primaire et à la direction des écoles normales.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 juin 1952, page 5951, 4^o colonne, 7^e ligne, au lieu de : « M. Babergere (Aimé) », lire : « M. Labergere (Aimé) ».

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Ouverture d'un concours de recrutement d'inspecteurs de la jeunesse et des sports relevant de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Le ministre de l'éducation nationale, sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique),

Vu la loi de finances du 24 mai 1951 (art. 29) ;

Vu les lois du 15 février 1946 et du 3 septembre 1947 modifiées par la loi du 22 juillet 1948, relatives au reclassement des fonctionnaires dégages des cadres ;

Vu le décret n° 49-50 du 11 janvier 1949, relatif aux fonctionnaires dégages des cadres ;

Vu le décret du 3 juillet 1951, portant règlement pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 52-438 du 28 avril 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (éducation nationale),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est autorisée, au cours de l'année 1952, l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs stagiaires de la jeunesse et des sports (certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports).

Art. 2. — Le nombre des emplois à pourvoir est de douze, dont deux réservés aux fonctionnaires dégages des cadres, compte tenu des dispositions de l'arrêté du 30 avril 1952.

Art. 3. — Les modalités du concours permettant l'accès à ces emplois sont fixées par arrêtés.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juin 1952.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

MARCEL BOUISSET.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et par délégation :

Le directeur de la fonction publique,

ROGER GREGOIRE.

Pour le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, et par délégation :

Le directeur du cabinet,

MARCEL REVERDY.

Enseignement technique.

Par arrêté du 23 juin 1952, M. Corcaud (Louis), professeur de collège technique, 1^{er} échelon (sous réserve de reclassement ultérieur), est placé en service détaché auprès du ministre des affaires étrangères, en vue d'exercer ses fonctions en Tunisie pour une période de cinq années à compter du 1^{er} octobre 1951.

Par arrêté du 23 juin 1952, M. Beze (Pierre), professeur technique adjoint de collège technique, cadre normal, 1^{re} catégorie, 1^{re} classe, est maintenu en service détaché auprès du maire de la ville de Bordeaux en vue d'exercer ses fonctions aux cours professionnels intercommunaux de l'agglomération bordelaise pour une période de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1948.

Inspection de la jeunesse et des sports.

Par arrêté du 23 juin 1952, M. Potteau (Maurice), inspecteur de la jeunesse et des sports, 2^e classe, cadre départemental, est placé en position de détachement au centre régional d'éducation physique de Roubaix, pour cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 1952, pour y exercer les fonctions de directeur.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 23 juin 1952 déclarant d'utilité publique l'acquisition, par les services des ponts et chaussées, d'un terrain situé à Boves (Somme).

Par décret en date du 23 juin 1952, est déclarée d'utilité publique l'acquisition, par le service ordinaire des ponts et chaussées de la Somme, d'un terrain de 1.188 mètres carrés situé à Boves (Somme), en vue d'y édifier le magasin de la subdivision de Boves.

Ce terrain figure au cadastre de la commune de Boves sous le n° 950 de la section I.

Ce terrain susvisé sera acquis par voie d'expropriation, conformément à la législation en vigueur.